

L'ONU déclare qu'un environnement sain est un droit humain

Dossier de la rédaction de H2o
August 2022

L'Assemblée générale des Nations unies a déclaré le 28 juillet que tous les habitants de la planète ont droit à un environnement sain, une décision qui, selon ses partisans, constitue une étape importante dans la lutte contre le déclin alarmant du monde naturel.

Dans une résolution adoptée au siège des Nations unies à New York, l'Assemblée générale a déclaré que le changement climatique et la dégradation de l'environnement étaient parmi les menaces les plus pressantes pour l'avenir de l'humanité. Elle a appelé les  tats à intensifier leurs efforts pour garantir à leurs populations l'accès à un "environnement propre, sain et durable". La résolution n'est pas juridiquement contraignante pour les 193  tats membres des Nations unies. Mais les défenseurs de l'environnement espèrent qu'elle aura un effet de ruissellement, en incitant les pays à inscrire le droit à un environnement sain dans leurs constitutions nationales et leurs traités régionaux, et en encourageant les  tats à appliquer ces lois. Selon ses partisans, cela donnerait aux défenseurs de l'environnement davantage de munitions pour contester les politiques et les projets destructeurs de l'environnement. "Cette résolution envoie le message que personne ne peut nous enlever la nature, l'air et l'eau purs, ni un climat stable, du moins, pas sans que nous nous battions", a déclaré Inger Andersen, directrice exécutive du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). Cette résolution intervient alors que la planète est aux prises avec ce que Mme Andersen appelle une triple crise planétaire : le changement climatique, la perte de la nature et de la biodiversité, la pollution et les déchets. Si rien n'est fait, ces problèmes pourraient avoir des conséquences désastreuses pour les populations du monde entier, en particulier les pauvres, les femmes et les filles.

La résolution de l'Assemblée générale fait suite à une vague de réformes juridiques similaires aux niveaux internationaux. En avril, le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a déclaré que l'accès à un "environnement propre, sain et durable"  tait un droit de l'homme. Plus tôt dans l'année, des pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont promis davantage de protections pour les défenseurs de l'environnement, notamment les peuples autochtones qui font campagne contre l'exploitation forestière, minière et p trolli re dans les zones protégées. En 2021, 227 défenseurs de l'environnement auraient été tués. Et l'année dernière, l'état de New York a adopté un amendement constitutionnel garantissant aux citoyens le droit à un "environnement sain". Ces changements interviennent alors que les défenseurs de l'environnement ont de plus en plus recours à la loi pour obliger les pays à s'attaquer à des problèmes environnementaux urgents comme le changement climatique. Pratiquement tous les pays disposent de lois nationales visant à limiter la pollution, à protéger les plantes et les animaux et à lutter contre le changement climatique. Mais ces règles ne sont pas toujours pleinement appliquées et, lorsqu'elles sont violées, les citoyens ont souvent du mal à demander des comptes aux gouvernements et aux entreprises.

PNUE